

1583<sup>e</sup> séance

Lundi 10 décembre 1973, à 15 h 10.

Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).

A/C.2/SR.1583

## POINT 46 DE L'ORDRE DU JOUR

**Examen et évaluation des objectifs et des politiques de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement (fin)** [A/9003, chap. III; A/9389, A/C.2/L.1287, A/C.2/L.1337, A/C.2/L.1338]

**EVALUATION QUANTITATIVE DES ACTIVITES SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES LIEES AU DEVELOPPEMENT (fin)** [A/C.2/L.1337]

1. M. ROUGÉ (France) rappelle que, dans la déclaration qu'il a faite à la Commission au début de la session (1516ème séance), le Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales a dit qu'aucune disposition de la Stratégie ne méritait un examen plus attentif que celles qui se rapportent à la science et à la technique. La délégation française regrette donc profondément que, faute de temps, la Commission n'ait pas été en mesure d'examiner le projet de résolution dans le détail. Ce projet de résolution a été présenté comme portant uniquement sur des questions de procédure mais, de l'avis de la délégation française, une importance excessive y est donnée à l'évaluation quantitative des efforts internationaux en matière de science et de technique. Cette délégation estime, pour sa part, qu'il serait plus avisé que le Comité de la science et de la technique au service du développement et l'Assemblée générale cherchent à identifier les domaines d'activité qui se rapportent à la question de la science et de la technique et à déterminer les méthodes à utiliser pour exécuter les programmes d'assistance en la matière. En conséquence, la délégation française appuie les amendements proposés à la séance précédente, en particulier l'amendement britannique. Toutefois, une autre solution pourrait être envisagée : on pourrait, d'une part, modifier le paragraphe 1 du dispositif en supprimant l'idée de priorité et en insérant plutôt une disposition tendant à ce que le Comité de la science et de la technique au service du développement ne néglige pas la question des objectifs quantitatifs et, d'autre part, modifier le paragraphe 2 de manière à ne pas préciser le titre de la question à inscrire à l'ordre du jour provisoire, afin de ne pas limiter la portée du texte. On pourrait dire plutôt dans ce dernier paragraphe que l'Assemblée générale décide d'examiner la question à sa vingt-neuvième session, dans le cadre de l'examen des rapports du Conseil économique et social et du Comité de la science et de la technique au service du développement. En tout état de cause, la délégation française n'est pas en mesure de se prononcer en faveur du projet de résolution sous sa forme actuelle, ni de participer à un consensus à son sujet.

2. M. NEUHOFF (République fédérale d'Allemagne) indique que, outre les autres mesures intéressant la science et la technique qu'il a prises en faveur des pays en voie de développement, le Gouvernement de la

République fédérale d'Allemagne a chargé, en 1973, un bureau d'études d'établir un rapport sur la question; après avoir pris contact avec quelque 400 sociétés privées de la République fédérale, ce bureau a identifié plus de 200 produits qui pourraient être manufacturés aisément dans les pays en voie de développement. Les renseignements ainsi réunis seront communiqués aux entreprises privées de la République fédérale aux fins de les encourager à coopérer avec les sociétés des pays en voie de développement en vue de la manufacture de ces produits. De plus, le Gouvernement fédéral a décidé de créer un Institut de technologie pour le développement qui commencera ses travaux en 1974. En collaboration avec différentes institutions scientifiques et économiques allemandes et étrangères et avec des organisations multinationales, cet institut assurera la diffusion de renseignements en matière de méthodes de production adaptées aux conditions propres aux pays en voie de développement et il jouera le rôle de centre de documentation pour ce qui est des brevets et des licences. Dans la déclaration qu'elle a faite à la Commission à la 1538ème séance, dans le cadre de l'examen du point de l'ordre du jour relatif à l'ONUDI, la délégation de l'Allemagne fédérale a fourni des renseignements détaillés sur cet institut et a exprimé l'espoir que celui-ci pourra contribuer, au moins dans une faible mesure, à réduire l'écart technologique qui sépare les pays en voie de développement des pays industrialisés.

3. En ce qui concerne la question de la fixation d'objectifs quantitatifs dans le domaine de la science et de la technique, le représentant de la République fédérale rappelle que le Groupe intergouvernemental d'experts de la mesure des activités scientifiques et techniques liées au développement a indiqué, dans son projet de rapport sur sa réunion de décembre 1973, qu'il n'existait pas encore de base satisfaisante pour l'établissement d'objectifs de ce genre dans ce domaine. En effet, il n'est pas aisé d'obtenir les données statistiques voulues sur les réalisations des pays en voie de développement et il est difficile de définir la nature des travaux de recherche à entreprendre en vue d'aider expressément ces pays. Il est douteux qu'une distinction puisse être nettement établie entre les dépenses relatives à la recherche en général et celles qui se rapportent à la recherche intéressant tout spécialement les pays en voie de développement, étant donné qu'en dernière analyse tous les travaux de recherche doivent apporter des avantages à ces pays. Les travaux sur cette question devront être poursuivis et, en l'état actuel des choses, il serait prématuré de procéder à une révision quelconque du paragraphe 63 de la Stratégie internationale du développement, y compris la fixation d'objectifs quantitatifs, qui est envisagée dans ce paragraphe.

4. Par conséquent, la délégation de la République fédérale d'Allemagne n'est pas en mesure d'approuver la partie du paragraphe 2 du projet de résolution qui suit

les mots "liées au développement" et en revanche elle appuie les amendements proposés par les représentants du Japon et de la France.

5. M. HAQ (Pakistan) annonce que, après avoir consulté plusieurs délégations, les auteurs du projet de résolution ont accepté un certain nombre d'amendements. A la première ligne du troisième alinéa du préambule, les mots "de tels" sont remplacés par le mot "d'". Au paragraphe 2 du dispositif, les mots "en vue de procéder à une révision des paragraphes 60, 61 et 63 de la Stratégie internationale du développement" sont supprimés, les mots "de la Stratégie internationale du développement" sont ajoutés à la fin du paragraphe et les guillemets reportés à la fin du paragraphe. Le représentant du Japon a décidé de ne pas insister pour que d'autres amendements soient apportés au même paragraphe après que les auteurs du projet de résolution lui eurent fait observer que le paragraphe 63 de la Stratégie internationale du développement parle de la fixation d'un objectif défini dans le domaine de la science et de la technique. Le membre de phrase "d'accorder la priorité", qui figure dans le paragraphe 1, suscite des difficultés à certaines délégations; aussi les auteurs du projet de résolution tiennent-ils à préciser qu'ils n'interprètent pas la notion de priorité comme impliquant une exclusivité; dans leur esprit, il s'agit tout simplement d'assurer que le Comité de la science et de la technique au service du développement examinera la question avant toutes les autres, et non pas à l'exclusion des autres points importants qui figurent à son ordre du jour.

6. Le projet de résolution doit être replacé dans le cadre de la question tout entière de la fixation d'objectifs quantitatifs pour les activités intéressant la science et la technique. Il n'a pas un caractère statique et rien ne dit que les faits qui se sont produits lors de la première session du Comité de la science et de la technique au service du développement se reproduiront. Les auteurs ont noté que le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts a été adopté à l'unanimité et ils sont convaincus qu'à sa deuxième session le Comité donnera toute l'attention voulue à ce rapport. Ils espèrent que le projet de résolution, tel qu'il est révisé, sera adopté par consensus.

7. Le PRESIDENT annonce que la délégation de l'Uruguay désire figurer parmi les auteurs du projet de résolution.

8. M. HEMANS (Royaume-Uni) remercie les auteurs du projet de résolution pour la souplesse dont ils ont fait preuve en acceptant deux amendements proposés par la délégation japonaise et pour avoir bien voulu préciser leur interprétation du membre de phrase "d'accorder la priorité"; ils ont ainsi complètement réassuré la délégation britannique quant à l'objet et aux incidences du projet de résolution. M. Hemans indique que, par conséquent, il est disposé à accepter que ce texte soit adopté sans être mis aux voix.

9. M. KOSSEV (Bulgarie), parlant au nom de sa propre délégation et des délégations de la Hongrie, de la Mongolie, de la Pologne, de la République démocratique allemande, de la République socialiste soviétique de Biélorussie, de la République socialiste soviétique d'Ukraine, de la Tchécoslovaquie et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, demande que le projet de résolution soit mis aux voix.

10. M. ABHYANKAR (Inde) fait appel au représentant de la Bulgarie pour qu'il n'insiste pas sur ce point; les réserves qu'il a exprimées au nom des pays en question à la 1582ème séance de la Commission pourraient être consignées intégralement dans le compte rendu analytique de la séance.

11. M. BRITO (Brésil) s'associe à l'appel du représentant de l'Inde. Le projet de résolution porte uniquement sur des questions de procédure et ne touche en aucune façon le fond de la question, lequel sera examiné en temps voulu par le Comité de la science et de la technique au service du développement. Il serait de bon augure pour cet examen qu'un consensus puisse être réalisé dès le départ.

12. M. KOSSEV (Bulgarie) est disposé à retirer sa demande tendant à ce que le projet de résolution soit mis aux voix, à la condition que les réserves qu'il a formulées à la 1582ème séance de la Commission au nom des pays déjà cités soient reproduites intégralement dans le compte rendu analytique.

13. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) attire l'attention sur l'alinéa e du paragraphe 10 de la résolution 2538 (XXIV) de l'Assemblée générale et indique que les incidences financières de la reproduction intégrale de ladite déclaration serait d'environ 100 dollars par page.

14. Le PRESIDENT croit comprendre que la Commission convient que la déclaration faite par le représentant de la Bulgarie à la 1582ème séance doit être reproduite intégralement dans le compte rendu analytique de la séance et qu'elle décide d'adopter, sans procéder à un vote, le projet de résolution A/C.2/L.1337, tel qu'il a été révisé oralement.

*Il en est ainsi décidé.*

*Le projet de résolution, tel qu'il a été révisé, est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.*

15. M. ROUGÉ (France) déclare que sa délégation se félicite de ce que le projet de résolution ait été révisé, car cela lui a permis de se joindre au consensus. Néanmoins, malgré l'explication donnée par le représentant du Pakistan, il continue de craindre que l'expression "d'accorder la priorité" soit mal interprétée. La délégation française maintient que le Comité de la science et de la technique au service du développement devrait essayer de définir les domaines d'activité auxquels la coopération internationale en matière de science et de technique devra s'étendre et de déterminer les mesures nécessaires, plutôt que de se borner à un travail stérile d'évaluation quantitative.

16. M. CAVAGLIERI (Italie) dit que sa délégation a été heureuse de se joindre au consensus d'adoption du projet de résolution. Elle fait cependant un certain nombre de réserves. Elle a appris avec satisfaction que le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts avait été adopté à l'unanimité, mais elle croit comprendre que ce rapport est extrêmement technique et que les conclusions des experts devront donc être évaluées avec beaucoup de soin. Cela étant, la Commission ne peut prendre de décision en ce qui concerne les mesures spécifiques de grande portée suggérées dans le projet de résolution. Il eût été préférable simplement d'accueillir avec satisfaction l'achèvement des travaux du Groupe et d'attendre que le Comité de la science et de la technique au service du développement ait examiné le rapport du Groupe. Il est prématuré que

le Conseil économique et social donne les instructions au Comité ou recommande l'inscription d'une question précise à l'ordre du jour de la vingt-neuvième session de l'Assemblée générale.

17. M. EKBLOM (Finlande) déclare que sa délégation se félicite de ce que les auteurs aient accepté d'apporter certaines modifications au projet de résolution. Elle reconnaît que l'adoption de ce document par consensus est une mesure appropriée, étant donné que cette mesure doit être envisagée dans le contexte de l'examen et de l'évaluation d'ensemble. Mais la participation de la délégation finlandaise à cette adoption par consensus ne devrait pas faire préjuger l'opinion de son gouvernement quant à la possibilité de procéder en pratique à l'évaluation quantitative.

18. M. GRANQVIST (Suède) explique que les modifications apportées au projet de résolution et l'interprétation que les auteurs ont donnée du paragraphe 1, qui avait quelque peu préoccupé sa délégation, lui ont permis de se joindre au consensus. Ainsi qu'il ressort du programme suédois de coopération bilatérale en matière de développement et de la position que la Suède a adoptée sur des questions connexes dans des organisations multilatérales, le Gouvernement suédois reconnaît que la science et la technique sont des facteurs importants de l'accélération du développement. Néanmoins, il continue de faire des réserves quant à l'opportunité de fixer des objectifs sectoriels quantifiés du genre de ceux envisagés dans le projet de résolution.

19. M. EHRLICH-ADAM (Autriche) explique que sa délégation s'est jointe à l'adoption du projet de résolution par consensus parce qu'elle comprend fort bien les préoccupations des pays en voie de développement en ce qui concerne la fixation d'objectifs quantitatifs pour les activités d'ordre scientifique et technique. Elle reconnaît que cette question est tout particulièrement importante dans la perspective de la Stratégie internationale du développement. Cependant, à son avis, on ne devrait pas penser qu'il est nécessaire que la Commission examine ces objectifs plus à fond pour que les pays développés et les pays en voie de développement puissent redoubler d'efforts en vue d'élargir leur coopération dans ce domaine. Bien que la délégation autrichienne n'ait pas lu le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts, elle ne pense pas que le mode d'action défini dans le projet de résolution puisse permettre de réaliser de notables progrès.

20. M. CURTIN (Australie) déclare que sa délégation, ayant participé à la première session du Comité de la science et de la technique au service du développement, envisageait le projet de résolution avec une certaine inquiétude. Ce qui la préoccupait surtout, c'était l'expression "d'accorder la priorité". Aussi accueille-t-elle avec satisfaction l'explication donnée par le représentant du Pakistan. Elle ne pense pas qu'il faille que la question des objectifs quantitatifs domine les travaux de la deuxième session du Comité.

21. M. OLIVERI LÓPEZ (Argentine) déclare que sa délégation se félicite de ce que le projet de résolution ait été adopté par consensus, d'autant plus qu'elle n'ignore pas les difficultés qu'une décision analogue en matière de procédure avait créées à la cinquante-quatrième session du Conseil économique et social. Le consensus a été facilité grâce à la déclaration faite par le Directeur

par intérim du Bureau de la science et de la technique sur les résultats positifs des travaux du Groupe intergouvernemental d'experts et illustre l'esprit de compréhension qui règne au sein de la Commission.

22. M. ABHYANKAR (Inde) remercie le représentant de la Bulgarie et les autres délégations auxquels le projet de résolution avait causé des difficultés d'avoir accepté de l'adopter sans vote formel. Leur coopération augure bien de l'avenir. La délégation indienne espère que le rapport du Groupe intergouvernemental d'experts sera présenté dans le délai des six semaines réglementaires à l'intention de la prochaine session du Comité de la science et de la technique au service du développement, et demande que des exemplaires en soient distribués à titre officieux dès que possible, ce qui aiderait les délégations à se préparer à cette session.

23. M. KRYGER (Danemark) explique que sa délégation a été en mesure de se joindre au consensus grâce à l'explication qui a été donnée de l'expression "d'accorder la priorité" au paragraphe 1, ainsi qu'à la révision du paragraphe 2. Toutefois, malgré l'importance que le Gouvernement danois attache au rôle de la science et de la technique dans le développement, le projet de résolution ne peut en aucune façon faire préjuger sa position sur la question des objectifs quantitatifs.

24. M. UTHEIM (Norvège) souligne que l'appui donné au consensus par sa délégation ne doit pas être interprété comme indiquant qu'elle a pris position sur le fond de la question des objectifs quantitatifs dans le domaine de la science et de la technique car il serait prématuré qu'une décision sur ce point soit prise à la présente session.

#### PREPARATIFS EN VUE DE L'EXAMEN ET DE L'EVALUATION, AU MILIEU DE LA DECENNIE, DE LA STRATEGIE INTERNATIONALE DU DEVELOPPEMENT (A/C.2/L.1338)

25. M. van GORKOM (Pays-Bas), présentant le projet de résolution A/C.2/L.1338, annonce que la République fédérale d'Allemagne et la Turquie doivent être ajoutées à la liste des auteurs.

26. Bien que le document relatif à la première opération biennale d'examen et d'évaluation (A/C.2/L.1329), et le projet de résolution qu'il contient, aient été adoptés sans être mis aux voix, il ressort clairement de la discussion qui a eu lieu à la Commission qu'aucune délégation n'est entièrement satisfaite des résultats. Néanmoins, il convient de tenir compte du fait que la Stratégie internationale du développement est un document sans précédent dans l'histoire de l'Organisation des Nations Unies et que la procédure d'examen et d'évaluation est un élément tout à fait nouveau de la coopération économique internationale. La première opération d'examen et d'évaluation a donc eu, par la force des choses, un caractère expérimental. Quels que soient les domaines où se sont manifestées les insuffisances de cette opération, il est évident que l'examen et l'évaluation prévus pour le milieu de la Décennie, en 1975, devront être préparés avec soin aux niveaux régional, sectoriel et global. Le but du projet de résolution est d'assurer cette préparation. Ce texte s'adresse principalement aux organismes des Nations Unies, mais cela ne signifie pas que de leur côté les gouvernements des pays

développés et des pays en voie de développement n'ont pas un rôle important à jouer dans l'opération d'examen et d'évaluation à effectuer à mi-chemin de la Décennie. Toutefois, les auteurs considèrent que pour l'instant ce rôle est envisagé de façon assez détaillée dans le document relatif à l'examen et à l'évaluation approuvé par la Commission.

27. Certaines délégations ont jugé que le sixième alinéa du préambule était trop vague ou allait trop loin. A la suite de consultations avec ces délégations, les auteurs ont décidé de réviser cet alinéa de façon qu'il se lise comme suit :

*“Considérant que, depuis l'adoption de la Stratégie internationale du développement, des questions et des notions nouvelles sont apparues qui doivent être étudiées de plus près, par exemple celles dont il est fait mention au paragraphe 4 du premier rapport biennal d'examen et d'évaluation d'ensemble des progrès accomplis dans l'application de la Stratégie internationale du développement, qui figure dans la résolution . . . (XXVIII) de l'Assemblée générale”.*

28. Il convient d'interpréter cet alinéa en le mettant en rapport avec les alinéas suivants du préambule, où est soulignée la nécessité d'appliquer efficacement la Stratégie. Il doit ressortir clairement du texte de ces alinéas, ainsi que de celui du paragraphe 1 du dispositif, que les travaux préparatoires de l'examen et de l'évaluation prévus pour le milieu de la Décennie ne doivent en aucun cas retarder le processus d'exécution lui-même.

29. Les commissions économiques régionales ont un rôle important à jouer en ce qui concerne l'opération d'examen et d'évaluation et l'ont certainement bien rempli lors de la première opération. Néanmoins, les auteurs ont jugé nécessaire de s'adresser aux commissions économiques régionales, au paragraphe 6 du dispositif, en raison du rôle crucial qu'elles doivent jouer dans l'exécution de la Stratégie. Au paragraphe 7, le Secrétaire général est prié de poursuivre et d'intensifier les très utiles travaux visant à aider les pays en voie de développement à renforcer leurs propres méthodes d'évaluation et de planification. Il convient de mettre le paragraphe 8 en rapport avec le dernier alinéa du préambule. Les auteurs ont jugé nécessaire d'insister sur les efforts attendus des pays développés, car il est important que les contribuables de ces pays se rendent compte que, eux aussi, bénéficieront des progrès réalisés dans les pays en voie de développement.

30. Se fondant sur les consultations officieuses qui ont eu lieu, M. van Gorkom a bon espoir que le projet de résolution pourra être adopté sans être mis aux voix.

31. Le PRESIDENT déclare que, s'il n'y a pas d'objection, il considérera que la Commission décide d'approuver le projet de résolution A/C.2/L.1338, ainsi qu'il a été révisé oralement, sans autre discussion et sans qu'il soit procédé à un vote.

*Le projet de résolution, tel qu'il a été révisé, est adopté sans qu'il soit procédé à un vote.*

32. M. LOBANOV (Union des Républiques socialistes soviétiques), prenant la parole pour expliquer son vote, déclare que sa délégation considère très favorablement le projet de résolution, et n'a pas eu d'objection à ce qu'il soit adopté sans être mis aux voix, étant entendu que le Gouvernement soviétique ap-

prouve les idées et les objectifs de la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement et les dispositions de la Stratégie internationale du développement, dans la mesure où ils sont compatibles avec les déclarations communes qui ont été faites par les pays socialistes sur cette question lors des vingt-cinquième et vingt-huitième sessions de l'Assemblée générale, ainsi qu'avec d'autres déclarations pertinentes. Il faudra tenir compte des dispositions de ces déclarations communes lors des travaux destinés à préparer l'examen et l'évaluation prévus pour le milieu de la Décennie, qui sont envisagés dans le projet de résolution de procédure approuvé à l'instant par la Commission.

33. M. TANK (Etats-Unis d'Amérique), prenant la parole pour expliquer son vote, se félicite du travail fort utile accompli par la délégation néerlandaise pour mettre au point le projet de résolution A/C.2/L.1338.

34. En ce qui concerne le texte révisé du sixième alinéa du préambule, la délégation des Etats-Unis considère que les questions et concepts nouveaux dont il est fait mention ne se limitent pas à ceux qui sont énumérés au paragraphe 4 de la Stratégie. Elle espère également que, aux fins de l'examen et de l'évaluation prévus pour le milieu de la Décennie, et aussi des travaux qui suivront, des dispositions seront prises en vue d'évaluer la participation de l'Organisation des Nations Unies, et que les rapports à établir conformément aux paragraphes 5 et 6 du projet de résolution constitueront une base appropriée pour cette évaluation, qui n'a pas été possible lors de la première opération d'examen et d'évaluation.

35. M. AL-KHUDHAIRY (Irak), prenant la parole pour expliquer son vote, déclare que la délégation irakienne n'a pas vu d'inconvénient à ce que le projet de résolution soit approuvé sans être mis aux voix. Elle considère que les nouvelles questions mentionnées au sixième alinéa du préambule sont celles-là mêmes qui sont énumérées dans le rapport du Groupe de travail de l'examen et de l'évaluation, et qu'une étude plus approfondie de ces questions ne devrait en aucun cas servir d'excuse pour retarder les efforts de développement des pays en voie de développement.

36. M. JABER (Jordanie), prenant la parole pour expliquer son vote, déclare que l'étude des questions et concepts nouveaux mentionnés au sixième alinéa du préambule ne doit pas constituer un prétexte pour ne pas appliquer intégralement les principes de la Stratégie et chercher à atteindre ses objectifs.

37. A propos du paragraphe 2, la délégation jordanienne n'est pas convaincue de l'intérêt pratique de faire des recherches sur le développement socio-économique intégré. Vu que la plupart des pays en voie de développement ne disposent pas de statistiques suffisantes, il serait très difficile de mettre au point des indicateurs satisfaisants dans le domaine social. Même si les statistiques voulues pouvaient être rassemblées, la mise au point des indicateurs pourrait ne pas être toujours justifiée.

38. M. DE SEYNES (Secrétaire général adjoint aux affaires économiques et sociales) appelle l'attention de la Commission sur un élément essentiel de la procédure globale d'examen et d'évaluation, à savoir l'examen et l'évaluation effectués à l'échelon national par chacun des gouvernements. Lorsque la notion d'examen et

d'évaluation est apparue en 1968 et 1969 à l'Assemblée générale et au Conseil économique et social, cet aspect a été particulièrement souligné. Les paragraphes 1 et 7 du projet de résolution peuvent être interprétés comme une réaffirmation de l'importance de la participation des gouvernements à l'opération d'examen et d'évaluation. Il est un peu décourageant de constater qu'en 1973 relativement peu de gouvernements ont fourni au Secrétariat des renseignements pouvant véritablement servir de base à la première opération. Le Secrétariat a dû faire appel à ses sources habituelles pour s'informer autant qu'il le pouvait des problèmes qui se posaient aux gouvernements.

39. Cette situation n'est pas réellement satisfaisante, étant donné surtout la nécessité d'examiner des idées, questions et concepts nouveaux. Il importe d'obtenir quelque indication sur la mesure dans laquelle ces nouveaux concepts sont reconnus par les gouvernements et incorporés dans les politiques nationales. Pour que l'opération d'examen et d'évaluation prévue pour le milieu de la Décennie réussisse, il faudra que les renseignements fournis par les gouvernements soient

bien plus complets et détaillés que ceux communiqués jusqu'ici.

40. Cette considération vaut aussi bien pour les pays industrialisés que pour les pays en voie de développement. Les pays industrialisés devront procéder à des modifications de structure car le cadre dans lequel leurs efforts s'inscrivent actuellement est quelque peu différent de ce qu'il était deux années plus tôt. Ces pays se trouvent au seuil d'une période de pénuries, et leurs politiques nationales subiront certainement des modifications radicales. Des précisions seront nécessaires de la part des pays industrialisés au sujet de ces questions, et de la part des pays en voie de développement au sujet du nouvel idéal d'une approche unifiée en matière de développement.

41. Conformément au paragraphe 7 du projet de résolution, le Secrétariat aidera les gouvernements, sur leur demande, à élaborer des méthodes permettant d'analyser et de comparer les données nationales.

*La séance est levée à 16 h 25.*

## 1584<sup>e</sup> séance

Mercredi 12 décembre 1973, à 11 h 25.

*Président : M. Zewde GABRE-SELLASSIE (Ethiopie).*

A/C.2/SR.1584

### POINT 105 DE L'ORDRE DU JOUR

**Convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies [A/9003/Add.1 (sixième partie) et Corr.1, A/9003/Add.1 (septième partie), A/C.2/287, A/C.2/L.1339]**

1. M. OLIVERI LÓPEZ (Argentine) rappelle que, en sa qualité de représentant de son pays au Conseil économique et social, il a eu l'occasion d'y exposer la position de son gouvernement sur la convocation d'une conférence mondiale de l'alimentation sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies, à la 1886<sup>e</sup> séance, la veille même. Il fait ensuite remarquer que le mot "tribune", qui figure au deuxième alinéa du préambule du projet de résolution recommandé par le Conseil (A/C.2/287, annexe), est rendu dans le texte espagnol par "*órgano central*". Il propose d'employer les mots "*foro*" ou "*tribuno*", afin que le texte espagnol soit plus conforme au texte original.

2. M. CORDOVEZ (Secrétaire de la Commission) déclare que la remarque du représentant de l'Argentine sera prise en considération. Il précise que la dernière ligne du troisième alinéa du préambule du projet de résolution qui doit être soumis à l'Assemblée générale doit se lire : "... la consommation et le commerce des produits alimentaires des pays en voie de développement". La version anglaise du texte est juste, mais les versions française, russe et espagnole ne le sont pas.

3. M. CHHETRI (Bhoutan) déclare que son pays, qui a une économie agraire de subsistance, doit faire face à

des problèmes de croissance démographique. L'économie du Bhoutan reposant sur l'agriculture, il est nécessaire que celle-ci soit développée scientifiquement afin de permettre au pays de se suffire à lui-même sur le plan alimentaire et de disposer de stocks régulateurs qui réduiront les variations de l'offre et des prix. Par ailleurs, pour que l'industrialisation progresse régulièrement sans mécontenter les travailleurs, il est indispensable que ces derniers puissent se procurer en tout temps des denrées alimentaires à des prix bas et constants. Il faut donc que la production agricole reçoive une priorité absolue dans les pays en voie de développement.

4. La prochaine Conférence mondiale de l'alimentation, conjointement avec la Conférence mondiale de la population, examinera les solutions possibles aux problèmes de l'écart croissant entre pays riches et pays pauvres, ainsi que ceux du surpeuplement. Le Gouvernement bhoutanais est disposé à coopérer en ce domaine dans toutes la mesure de ses moyens. Pour la délégation bhoutanaise, il faut, avant toute chose, étudier de façon approfondie la nature des échecs qui ont été enregistrés dans le passé en ce qui concerne la production et la conservation des produits alimentaires, notamment dans les pays qui souffrent de déficits permanents. Il convient également de tenir compte des résultats — positifs et négatifs — de la "révolution verte" et du transfert des techniques agricoles modernes, notamment en ce qui concerne l'emploi de semences améliorées et d'engrais, ainsi que le stockage, dans les pays tropicaux en voie de développement. La création d'une banque alimentaire mondiale sous les auspices de la FAO ouvre de très vastes perspectives, et il convient d'étudier avec soin la